



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 01, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Haïti entre dans la dernière semaine avant l'expiration du mandat du Conseil Présidentiel de Transition le 7 février sans consensus de gouvernance atteint. L'ambassade des États-Unis a émis une alerte de sécurité le 31 janvier avertissant de tirs intenses lors d'opérations policières majeures à Croix-des-Bouquets ayant tué plusieurs chefs de gangs. Un dialogue politique critique de trois jours a été lancé le 1er février à Pétion-Ville pour négocier l'architecture post-transition. La pression internationale s'intensifie contre les changements gouvernementaux de dernière minute alors que cinq membres du CPT font face à des sanctions de visa américaines pour liens avec les gangs. L'incertitude sécuritaire et politique converge au point de décision le plus critique depuis le soulèvement des gangs de 2024.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

L'ambassade des États-Unis a interrompu tous les mouvements de personnel le 31 janvier en raison de tirs intenses au nord et au sud de l'ambassade pendant les opérations policières anti-gangs.

Un sommet de dialogue politique a été lancé le 1er février réunissant des centaines d'acteurs pour négocier le cadre de gouvernance pour la transition post-7 février.

Cinq des sept membres du CPT sont désormais sous sanctions américaines pour coordination alléguée avec les gangs et obstruction des efforts anti-gangs.

La BINUH a signalé 5915 décès et 2708 blessés en 2025 dus à la violence des gangs avec 1,3 million de personnes déplacées internes.

Un tribunal fédéral devrait statuer le 2 février sur le recours contre la résiliation du TPS affectant 350000 Haïtiens aux États-Unis.

DÉVELOPPEMENT 1: Alerte de sécurité de l'ambassade américaine et opérations policières à Croix-des-Bouquets

L'ambassade des États-Unis à Port-au-Prince a émis une alerte de sécurité urgente soir le 31 janvier avertissant de tirs intenses et d'opérations de sécurité en cours au nord et au sud de l'ambassade et à Croix-des-Bouquets. Tous les mouvements de personnel du gouvernement américain ont été immédiatement interrompus bien que l'ambassade soit restée ouverte pour les services d'urgence. Les citoyens américains ont été exhortés à éviter la zone et à surveiller les médias locaux pour les mises à jour.

L'alerte a suivi une opération majeure de la Police Nationale d'Haïti à Croix-des-Bouquets ciblant le bastion du gang 400 Mawozo avec le soutien de la Task Force. L'opération a entraîné la mort de plusieurs chefs de gangs de grande valeur notamment Zotolan identifié comme commandant en second du gang Carrefour Marassa et Ti Pikan un autre membre influent. Les forces de sécurité ont récupéré un fusil M16 et une Kalachnikov lors de l'opération. En réponse les combattants de 400 Mawozo ont lancé une attaque de représailles sur Tabarre 27 causant des pertes civiles et forçant les résidents à fuir leurs maisons.

Cet incident s'est produit dans le contexte de l'annonce de la PNH le 31 janvier d'un plan de renforcement de la sécurité à l'échelle nationale pour février 2026. La force prévoit de déployer des officiers nouvellement diplômés dans les départements prioritaires notamment l'Artibonite le Nord le Centre les Nippes et le Sud-Est et de distribuer des véhicules blindés aux départements précédemment sous-équipés. Cependant les médias haïtiens ont noté avec scepticisme que des annonces similaires ont été faites auparavant sans mise en uvre tandis que les gangs poursuivent leurs opérations en toute impunité. Le cycle de violence souligne la fragilité des gains de sécurité et la capacité des gangs à prendre des contre-mesures immédiates même dans des zones supposément sécurisées près des installations diplomatiques.

L'environnement sécuritaire reste gravement dégradé avec des gangs armés contrôlant environ 80 à 90 pour cent de Port-au-Prince selon les évaluations récentes de l'ONU et de l'ONUSC. Les gangs exercent un contrôle effectif sur toutes les voies d'accès à la capitale notamment les approches maritimes vers les principaux ports les réseaux routiers internes reliant le nord et le sud et les principales routes terrestres vers la frontière dominicaine. Cette domination territoriale permet l'extorsion systématique du trafic commercial générant des revenus substantiels pour les gangs tout en perturbant l'accès humanitaire et les opérations commerciales.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le gang 400 Mawozo est devenu l'une des organisations criminelles les plus puissantes d'Haïti après l'assassinat présidentiel de 2021. Le groupe a attiré l'attention internationale en octobre 2021 lorsqu'il a enlevé 17 missionnaires dont des enfants d'une organisation religieuse américano-canadienne. Le gang opère principalement à Croix-des-Bouquets et contrôle des corridors de transport clés reliant Port-au-Prince à la frontière de la République Dominicaine.

POINTS DE DISCUSSION

L'alerte de sécurité de l'ambassade signale des conditions dégradées même dans les zones diplomatiques précédemment considérées comme relativement sûres.

La PNH a tué plusieurs cibles de gangs de grande valeur mais la représaille immédiate démontre la capacité opérationnelle des gangs.

Un plan de renforcement de la sécurité à l'échelle nationale a été annoncé mais la crédibilité est faible compte tenu des promesses non tenues précédentes.

Les niveaux de violence actuels jettent un doute sérieux sur la viabilité du calendrier électoral d'août 2026.

Le contrôle territorial des gangs à 80 à 90 pour cent rend l'accès humanitaire et le transport commercial extrêmement dangereux.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient mettre à jour les protocoles de sécurité et restreindre les mouvements non essentiels dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince.

Les entreprises devraient revoir les procédures d'évacuation et maintenir des capacités de gestion à

distance pour des scénarios de perturbation prolongée.

Les acteurs humanitaires devraient coordonner avec la PNH sur la disponibilité des corridors de sécurité avant d'envoyer des convois ou des équipes de terrain.

Les autorités électorales devraient effectuer une évaluation réaliste de la faisabilité du calendrier d'août compte tenu des contraintes de sécurité actuelles.

Les missions diplomatiques devraient préparer des plans d'urgence pour une évacuation potentielle ou la suspension des opérations si la violence s'intensifie.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2: Lancement du dialogue politique et crise de transition de gouvernance du 7 février

Le 1er février les co-présidents du CPT Leslie Voltaire et Edgard Leblanc Fils ont lancé un sommet de dialogue politique de trois jours dans un hôtel à Pétion-Ville. Le sommet réunit des centaines de participants de partis politiques de dirigeants religieux de syndicats et de la société civile pour négocier l'architecture de gouvernance post-7 février. Leblanc Fils a souligné l'urgence de parvenir à un nouvel accord politique déclarant qu'il constitue le cadre indispensable pour redéfinir la gouvernance nationale et conférer un mandat clair aux autorités étatiques au-delà du 7 février.



En vertu de l'accord politique des 3 et 4 avril 2024 établissant le CPT l'article 12.1 stipule explicitement que le mandat du conseil prend fin le 7 février 2026 avec l'article 13 interdisant toute prolongation. Le président du CPT Leslie Voltaire a confirmé le 30 janvier que le conseil quittera ses fonctions comme prévu exprimant sa confiance que les acteurs politiques parviendront à un accord avant la date limite. Cependant au 1er février aucun mécanisme de succession officiel n'a été annoncé. Si les acteurs politiques ne parviennent pas à un consensus d'ici le 6 février l'envoyé de l'ONU a noté que la constitution permet au premier ministre de rester en fonction dans de telles circonstances suggérant que le PM Alix Didier Fils-Aimé pourrait continuer comme autorité exécutive intérimaire.

Plusieurs propositions de transition concurrentes ont émergé de différentes coalitions politiques. Une coalition de plus de 70 partis politiques a proposé en novembre 2025 une transition d'un an excluant les membres actuels du CPT avec un système exécutif double avec président de transition et premier ministre visant des élections fin 2026. Une initiative de la société civile a suggéré en janvier 2026 un cadre pour compléter la transition avec le choix entre conserver le PM actuel Fils-Aimé ou sélectionner une figure de la société civile tout en excluant les membres de partis politiques des postes de président et de PM pour prévenir le biais électoral. Le Bureau de l'Accord de Montana a préconisé un conseil présidentiel de transition de trois membres plus un cabinet

technocratique avec un organe de surveillance pour surveiller l'action gouvernementale.

Le secrétaire d'État américain Marco Rubio a déclaré sans équivoque le 23 janvier que le CPT doit être dissous d'ici le 7 février sans que des individus corrompus tentent d'interférer dans la gouvernance électorale haïtienne pour un bénéfice personnel. L'envoyé spécial de l'ONU Carlos Ruiz a averti le 22 janvier que le pays n'a plus de temps à perdre dans des luttes internes prolongées. La pression internationale contre les changements gouvernementaux de dernière minute s'est intensifiée suite à une tentative ratée de cinq membres du CPT de révoquer le PM Fils-Aimé fin janvier qui a été vivement critiquée par le Département d'État américain.



CONTEXTE HISTORIQUE

Haïti fonctionne sans parlement fonctionnel depuis janvier 2020 lorsque les mandats législatifs ont expiré sans élections. Le président Jovenel Moïse a gouverné par décret jusqu'à son assassinat en juillet 2021. Le Conseil Présidentiel de Transition a été établi en avril 2024 suite à un accord politique négocié par la CARICOM après que le premier ministre Ariel Henry ait démissionné sous pression lors d'un soulèvement de gangs en février et mars 2024. Le CPT représente le quatrième cadre de gouvernance transitoire d'Haïti depuis 2004.

POINTS DE DISCUSSION

Le dialogue politique représente la dernière opportunité de parvenir à un consensus avant la date limite constitutionnelle du 7 février.

Les multiples propositions concurrentes reflètent de véritables différences idéologiques mais l'absence d'accord déclenche un vide de gouvernance.

La continuation du PM Fils-Aimé en tant qu'intérimaire est une solution de repli constitutionnellement défendable si aucun cadre n'est convenu.

La communauté internationale particulièrement les États-Unis signale une tolérance zéro pour la prolongation du mandat ou l'interférence corrompue.

L'échec de résoudre le cadre de transition d'ici le 6 février crée une paralysie institutionnelle affectant la coordination des donateurs et les opérations de sécurité.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les acteurs politiques devraient prioriser le consensus de transition immédiate plutôt que l'architecture parfaite à long terme pour éviter une crise constitutionnelle.

Les organisations internationales devraient préparer une flexibilité pour travailler avec les autorités intérimaires après le 7 février tout en plaidant pour un cadre légitime rapide.

Les entreprises devraient planifier une incertitude politique continue au deuxième trimestre 2026 et maintenir des opérations de contingence.

Les organisations de la diaspora devraient surveiller étroitement le résultat de la transition car la stabilité de la gouvernance affecte les politiques de déportation et les flux de transferts.

Les forces de sécurité devraient maintenir la préparation opérationnelle pour des troubles civils potentiels pendant la période de transition si le consensus échoue.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3: Effondrement interne du CPT et escalade des sanctions de visa américaines

Le CPT a connu une crise interne dramatique fin janvier lorsque cinq des sept membres votants ont tenté de révoquer le premier ministre Alix Didier Fils-Aimé seulement deux semaines avant l'expiration du mandat du conseil. Le 23 janvier les membres du CPT Edgard Leblanc Fils et Leslie Voltaire ont tenu une conférence de presse annonçant la décision prétendant un vote majoritaire le 22 janvier. Le Département d'État américain a émis une réprimande vive fin 22 janvier déclarant que le maintien de Fils-Aimé était crucial pour les efforts anti-gangs d'Haïti et avertissant que les politiciens s'alignant avec des gangs violents feraient face à des conséquences importantes.

Le 29 janvier le membre du CPT Smith Augustin a émis une lettre à ses collègues retirant son soutien à la motion de révocation empêchant le retrait de Fils-Aimé en réduisant la faction anti-PM à une minorité. Augustin a déclaré qu'il avait initialement soutenu la révocation croyant qu'elle pourrait faciliter la transition institutionnelle du 7 février mais avait reconsidéré considérant toute prise de décision supplémentaire comme une escalade institutionnelle avec des conséquences imprévisibles. Une tentative ultérieure de retirer le coordinateur du CPT Laurent Saint-Cyr a également échoué lorsque Augustin a refusé de participer.

Le 27 janvier le Département d'État américain a imposé des restrictions de visa à deux membres du CPT et un ministre du cabinet citant leur engagement dans la gestion des gangs et d'autres groupes illicites en Haïti et l'obstruction des efforts anti-gangs du gouvernement. L'annonce a porté le nombre total de membres du CPT sous sanctions américaines à cinq. Le Département d'État n'a pas nommé les individus publiquement mais a noté que les restrictions s'appliquaient aux officiels et à leurs familles immédiates. Cette escalade signale une frustration croissante des donateurs envers les autorités transitoires et représente une intervention directe sans précédent dans la composition de la gouvernance haïtienne.

Trois membres du CPT Smith Augustin Emmanuel Vertillaire et Louis Gérald Gilles font face à des accusations de corruption en cours découlant d'allégations qu'ils ont sollicité environ 760000 dollars de pots-de-vin du président de la Banque Nationale de Crédit appartenant à l'État pour sécuriser son poste. L'ULCC Unité de Lutte Contre la Corruption a exigé des poursuites en décembre 2024 mais la Cour d'Appel de Port-au-Prince a suspendu les convocations judiciaires en février 2025 citant l'immunité présidentielle. Les trois restent en fonction mais exclus de la présidence tournante de six mois. Les membres du CPT Voltaire et Leblanc Fils ont publiquement critiqué l'interférence internationale déclarant que tout le monde cherche une résolution haïtienne à la crise mais lorsque nous commençons à formuler une résolution haïtienne la communauté internationale intervient de toutes ses forces.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le Conseil Présidentiel de Transition a été conçu comme un exécutif collectif pour prévenir la concentration du pouvoir suite aux controverses sur l'assassinat de Moïse et la primature d'Henry. Cependant le conseil a été en proie à des divisions internes des allégations de corruption et des accusations de coordination avec les gangs depuis sa formation en avril 2024. Les sanctions internationales précédentes ciblaient des élites haïtiennes individuelles pour trafic de drogue et financement de gangs mais les restrictions de visa sur des membres du gouvernement transitoire en exercice représentent une escalade dans les tactiques de pression externe.

POINTS DE DISCUSSION

Cinq des sept membres votants du CPT sont désormais sous sanctions américaines créant une crise de légitimité sans précédent pour le gouvernement transitoire.

La tentative ratée de révocation du PM démontre la paralysie interne du CPT et les intérêts factionnels concurrents quelques jours seulement avant l'expiration du mandat.



Les accusations de corruption contre trois membres minent la confiance publique et justifient le scepticisme international de la gouvernance du CPT.

L'intervention américaine dans la composition du gouvernement reflète la frustration des donateurs mais soulève également des questions sur la souveraineté haïtienne.

Les divisions internes paralysent la prise de décision de routine sur les nominations de directeurs généraux et la mise en uvre des politiques.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les donateurs internationaux devraient maintenir la pression sur les membres corrompus du CPT tout en soutenant un cadre de transition légitime post-7 février.

Les acteurs politiques devraient prioriser une approche de table rase pour le nouvel exécutif afin de restaurer la crédibilité nationale et internationale.

Les organisations de la société civile devraient documenter les échecs de gouvernance pour informer la conception institutionnelle de la prochaine phase de transition.

Les autorités légales devraient préserver les dossiers de corruption pour des poursuites une fois que l'immunité présidentielle expire le 7 février.

Les organisations médiatiques devraient continuer à enquêter sur les liens financiers entre les membres du CPT et les réseaux criminels pour informer la responsabilité publique.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4: La crise humanitaire atteint des niveaux d'urgence avec 5915 décès en 2025

Le Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti a publié un rapport annuel dévastateur le 30 janvier documentant que 5915 personnes ont été tuées et 2708 blessées en Haïti au cours de 2025 en raison de la violence des gangs et des opérations des forces de sécurité. Le quatrième trimestre seul d'octobre à décembre 2025 a représenté 1523 décès et 806 blessures. La répartition des causes pour le quatrième trimestre montre que 62 pour cent résultaient d'opérations des forces de sécurité y compris des frappes de drones de sociétés militaires privées 32 pour cent de la violence des gangs et 6 pour cent de groupes d'autodéfense et du mouvement Bwa Kale ciblant des membres de gangs présumés.

La Matrice de Suivi des Déplacements de l'Organisation Internationale pour les Migrations a documenté 1287593 personnes déplacées internes représentant 11 pour cent de la population haïtienne. Cela marque une augmentation de 24 pour cent par rapport à décembre 2024. La distribution géographique montre 77 pour cent déplacés dans les provinces en dehors de Port-au-Prince et 23 pour cent dans la capitale avec 55 pour cent des PDI provinciaux provenant maintenant d'autres zones rurales plutôt que de la capitale. La plupart des PDI à 83 pour cent restent avec des familles d'accueil plutôt que dans des sites de déplacement créant une pression énorme sur des ressources locales fragiles.

Dans les 272 sites de déplacement actifs les conditions sont alarmantes avec une latrine pour 315 personnes en moyenne 40 pour cent des sites n'ayant aucun service de santé et 18 pour cent des sites où aucun enfant ne fréquente l'école. Une moyenne de 27 femmes et filles subissent des violences sexistes quotidiennement principalement des viols y compris des viols collectifs. Le Coordinateur Humanitaire a signalé que les enfants constituent jusqu'à 50 pour cent de l'adhésion aux gangs en raison du recrutement forcé et les cas de violence sexuelle pris en charge ont triplé depuis 2021.

Les conditions de sécurité alimentaire restent critiques avec 5,7 millions de personnes souffrant d'insécurité alimentaire grave plaçant Haïti parmi les six plus grands foyers de faim dans le monde. Des conditions d'urgence IPC Phase 4 persistent à Port-au-Prince et dans les zones de PDI avec 3,0 à 3,49 millions de personnes nécessitant une assistance alimentaire jusqu'en juillet 2026. Environ 277000 enfants souffrent de malnutrition aiguë. L'ONU a lancé un appel humanitaire de 880 millions de dollars le 17 décembre 2025 pour aider 4,2 millions de personnes vulnérables en se concentrant sur des interventions multisectorielles urgentes dans les départements de l'Ouest du Centre et de l'Artibonite où la violence armée génère des besoins graves.



CONTEXTE HISTORIQUE

La crise humanitaire haïtienne s'est progressivement aggravée depuis l'assassinat présidentiel de

2021 et l'expansion territoriale des gangs en 2022. La situation s'est accélérée de manière spectaculaire suite au soulèvement des gangs de février et mars 2024 qui a forcé la démission du PM Henry et déclenché le déplacement massif de Port-au-Prince. Les urgences humanitaires précédentes en Haïti notamment le tremblement de terre de 2010 et l'ouragan Matthew de 2016 ont généré une réponse internationale mais la crise actuelle se produit dans un contexte de financement humanitaire mondial en baisse et de fatigue des donateurs face aux crises prolongées.

POINTS DE DISCUSSION

Près de 6000 décès en 2025 représente une escalade significative de la violence par rapport aux années précédentes avec les opérations de sécurité causant la majorité des pertes.

1,3 million de personnes déplacées constituent 11 pour cent de la population nationale créant un fardeau humanitaire massif sur les communautés d'accueil.

Les conditions des sites de déplacement avec une latrine pour 315 personnes risquent le choléra et les épidémies de maladies surtout à l'approche de la saison des pluies.

83 pour cent des PDI vivant avec des familles d'accueil épuisent les réseaux de soutien social et créent un risque de déplacement secondaire.

L'appel humanitaire de 880 millions de dollars est peu susceptible d'être entièrement financé compte tenu des contraintes de financement mondial et des crises concurrentes.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations humanitaires devraient prioriser les interventions WASH dans les sites de déplacement pour prévenir les épidémies de maladies avant la saison des pluies.

Les acteurs de la protection devraient intensifier la réponse à la violence sexiste compte tenu des 27 incidents quotidiens et du triplement des cas depuis 2021.

Les partenaires de l'éducation devraient établir des espaces d'apprentissage temporaires dans les 18 pour cent de sites où les enfants n'ont aucun accès à l'école.

Les programmes de sécurité alimentaire devraient étendre la couverture compte tenu de 5,7 millions faisant face à une insécurité alimentaire grave et la malnutrition affectant 277000 enfants.

Les donateurs devraient avancer le financement de l'appel humanitaire reconnaissant février à juin comme période critique avant d'éventuelles améliorations de sécurité.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Décision du tribunal fédéral américain attendue le 2 février sur le recours contre la résiliation du TPS

affectant 350000 Haïtiens avec des implications majeures pour les flux de transferts et le risque de déportation. Le sommet de dialogue politique se conclut le 3 février nécessitant une surveillance pour un cadre de consensus ou un effondrement sans accord sur la gouvernance post-7 février. Les membres du CPT peuvent tenter des décisions politiques finales ou des nominations de directeurs généraux avant l'expiration du mandat créant un potentiel d'actions controversées de dernière minute. Les déploiements de renforcement de sécurité à l'échelle nationale de la PNH annoncés pour février nécessitent une vérification de la mise en œuvre réelle par rapport aux promesses non tenues précédentes.

CETTE SEMAINE

L'expiration du mandat du CPT le 7 février représente le point de décision le plus critique nécessitant l'identification de qui s'adresse à la nation et si une cérémonie de dissolution formelle a lieu. La continuation du PM Fils-Aimé en tant qu'intérimaire ou la mise en œuvre d'un nouveau cadre exécutif détermine la stabilité de la gouvernance pour les mois à venir. La réponse des donateurs internationaux au gouvernement post-7 février affecte la reconnaissance l'allègement des sanctions et les engagements de financement. La réponse stratégique des gangs à la période de transition politique pourrait inclure une escalade de violence pour exploiter l'incertitude ou des négociations si les principaux dirigeants poursuivent véritablement le dialogue comme l'a signalé l'International Crisis Group.

HORIZON STRATÉGIQUE

Progrès du déploiement de la GSF Gang Suppression Force avec le Représentant Spécial Jack Christofides assumant son poste mi-février et les premières arrivées de contingents en avril déterminant le calendrier de génération de forces. Le calendrier électoral approche la date limite de lancement de campagne du 19 mai nécessitant une décision du CEP de procéder reporter ou admettre l'infaisabilité compte tenu des contraintes de sécurité. Trajectoire de la sécurité alimentaire vers la saison de soudure d'avril à mai avec la plantation et la récolte du département de l'Artibonite soumises à l'interférence des gangs. Déficit de financement humanitaire pour l'appel de 880 millions de dollars affectant la durabilité du programme et le potentiel d'expansion de la suspension des repas chauds et de réductions de rations plus profondes si le déficit de 94 millions de dollars du PAM persiste.

SOURCES PRIMAIRES

Alerte de sécurité de l'ambassade des États-Unis à Port-au-Prince 31 janvier 2026
TripFoumi Haïti couvrant l'opération policière de Croix-des-Bouquets 31 janvier 2026
Vant Bef Info rapportant le plan de renforcement de la sécurité de la PNH 31 janvier 2026
Rapport annuel de la BINUH sur les victimes de violence 30 janvier 2026
Matrice de Suivi des Déplacements de l'OIM Round 10 mi-2025
Explicatif de l'ONUDC sur le crime organisé et la violence des gangs janvier 2026
Couverture du Nouvelliste du lancement du dialogue politique 1er février 2026
Annonce de sanctions du Département d'État américain 27 janvier 2026
Publication du calendrier électoral par Haiti Libre 24 décembre 2025
Plan de Réponse Humanitaire 2026 de l'OCHA 17 décembre 2025

AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

Reportage de Reuters sur les déclarations de l'envoyé de l'ONU 22 janvier 2026

Couverture de PBS de la crise interne du CPT 23 janvier 2026

Mise à jour des opérations du PAM en Haïti et exigences de financement

Analyse de la violence en Haïti par ACLED janvier 2026

Discussion de panel de l'International Crisis Group 29 janvier 2026